N° 831 — FEVRIER 1985 · Prix du numéro : 7 F

ISSN 0398-2076

LA Grande Relève DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE REFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE, FONDEE EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

William Campbell Sygma

Sécheresse, guerre civile, récolte désastreuse...
Voir pages 4 et 5 Le Génocide Permanent.

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

☐ **ACTUALITE**

Au fil des jours, par J.P. Mon p. 3
Le génocide permanent, par L. Gilot p. 4
Une erreur ? Un crime permanent, par R. Jospin p. 5
L'énergie dans le monde :
La géothermie
L'énergie nucléaire par A. Prime p. 10

☐ **REFLEXION**

La hantise du vieillissement, par P. Herdner, p. 6
Les thèses économiques : John Stuart Mill, par J. Duboin p. 8
Curieuse manifestation, par A. Chantraine p. 9
Pourquoi ? par C. Chilard p. 13

☐ **COURRIER DES LECTEURS** p. 14

☐ **BLOC NOTES** p.2

☐ **RÉSUMÉ DE NOS THESES** p. 15

☐ **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE** p. 16

Rédaction et administration :
88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet · CCP 13 402 39 M Paris

M 1669-N° 830-7 F

bloc notes

ASSOCIATIONS

EDEN

Equipes Dauphinoises pour une Economie Nouvelle.
Maison des Associations
2, rue Berthe-de-Boissieux - Grenoble

G.S.E.D.

Groupe de salariés pour l'économie distributive

11, rue Saint-Vincent-de-Paul
13004 Marseille

Cherche à combattre les bureaucraties et les inerties des institutions syndicales, en développant des actions déstabilisatrices de l'économie de profit.

Publie tous les deux mois « l'intersyndicaliste ».

•

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy, 75015 PARIS

Action mondialiste, pacifiste et sociale.

•

A.D.A.P.T.

Association pour le Développement de l'Acupunture dans le Tiers Monde
10, rue du Ponçay
4020 BRESSOUX (Belgique)

Animée par France Lesprit, cette association a pour devise : « Des mains pour soigner — un cœur pour donner, une vie pour aimer ».

•

MASS MEDIA

34, rue Jules Amilhan
31100 Toulouse

Mensuel de philosophie athée

•

VIVRE EN HARMONIE

5, rue Emile Level, 75017 Paris

REVUES

INFOR-VIE SAINE

127, rue de Pernelmont 5020 Champion (Belgique).

Un bimestriel qui ouvre les yeux

•

RENAITRE 2000

André Dumas, av. des Sablons
77230 Dammartin en Goële

Revue des investigations psychiques et des recherches théoriques et expérimentales sur la survivance humaine.

•

MEDECINS PARALLELES

Ste Eulalie d'Ans. 24640 Cubjac

Recherches sur les médecines naturelles, informations, conseils, annonces, spécimen gratuit sur demande de la part de la G.R.

•

LA LUCARNE

Mensuel édité en Belgique : 11, rue de Monnel, 7500 Tournai.

•

VIVRE AUTREMENT

Avenue Denayer 57
1190 Bruxelles - Belgique

•

3e Millénaire

Revue bimestrielle consacrée aux recherches scientifiques de pointe et aux mouvements sociologiques en mutation.

Abonnements : 21, rue Emile Dunois, 92100 Boulogne.

(Dans ses prochains numéros 3e Millénaire publiera une série d'articles de M.-L. Duboin).

LIVRES

☐ *Peuvent être commandés à la Grande Relève :*

KOU L'AHURI ET LES YEUX OUVERTS

par Jacques Duboin

Deux rééditions récentes et toujours d'actualité.

•

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

par Marie-Louise Duboin

Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative : l'économie distributive, expliquée dans ses détails.

Publié par SYROS, 79 F.

•

SURVIVRE POUR PERIR ENSEMBLE

Analyse écologique des folies d'un monde inhumain par Franz Foulon.

300 pages - Franco : 65 F.

•

ELEMENTS DE SOCIOLOGIE SCIENTIFIQUE

Réflexions pour élaborer une société nouvelle, par Marc Lel.

592 pages - Franco : 85 F

•

☐ *à commander en librairie :*

L'INCAPACITE AU POUVOIR OU : Un véritable changement s'impose

Le nouveau livre de Maurice Laudrain qui est sorti des presses en juillet et que nous avons présenté à nos lecteurs dans notre numéro du mois d'août - septembre, est distribué aux librairies — qui le lui demandent — par la diffusion Chiron, 40, rue de Seine, Paris 6e. Prix de vente au public : 60 F.

L'éditeur (Les lettres libres, 129, rue de Crimée, 75019 Paris) envoie par poste et franco ce livre contre 60 F).

Je lis dans deux colonnes voisines du « Monde » du 25 décembre 1984 : — d'abord sous le titre « En Ethiopie les aides internationales aux victimes de la famine se multiplient », qu'en Grande-Bretagne un élan de solidarité a permis de rassembler environ 290 millions de francs et que le gouvernement britannique a pour sa part consacré 116 millions de francs pour lutter contre la famine en Ethiopie, soit donc au total 406 millions de francs ; — puis, sous le titre « Bon Noël, Monsieur Pickens », que le P.-D.G. de la société Terane Mesa Petroleum, M. Pickens, vient de réussir un magnifique coup de bourse qui lui rapporte pour Noël la somme de 845 millions de francs, moindre cependant que son coup précédent du début de 1984 qui lui avait permis de réaliser un profit de 7,4 milliards de francs soit donc 8,245 milliards de francs au total pour ces deux coups de bourse, c'est-à-dire un peu plus de 20 fois plus que l'aide de la Grande-Bretagne à l'Ethiopie. Si après ça, vous considérez encore que le système capitaliste est le meilleur, c'est que votre cas est désespéré.

Au « Grand Jury RTL-Le Monde » du 23 décembre, l'abbé Pierre a déclaré : « Toute mesure de l'Etat, toute initiative privée seront vaines tant que l'opinion publique restera entretenue dans cette illusion mortelle qui consiste à penser que la crise n'est qu'un mauvais moment à passer. Il y en a pour une génération. Nous sommes contraints au partage de l'emploi et au partage des revenus de l'emploi. »

L'analyse de l'abbé Pierre semble bien aller dans nos vues mais il devrait préciser que ce ne sont pas les revenus de l'emploi des smicards et des salariés plus généralement qu'il faut partager mais plutôt ceux du capital et des boursicoteurs. A son âge, l'abbé Pierre devrait déjà avoir compris que ce n'est pas par la charité que l'on peut changer une société. En réalité, pas plus l'abbé Pierre que les conservateurs de droite et de gauche qui le soutiennent, ne veulent rien changer. Le chômage et la misère ont encore de beaux jours devant eux !

Avant de définir la politique industrielle qu'elle compte mener, Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, procède à une analyse pertinente (mais selon nous incomplète) de la crise : « au milieu des années 80, la définition d'une politique industrielle est confrontée à deux contraintes majeures : la persistance de la crise économique d'une part, la mutation technologique de l'autre... La persistance de la crise se manifeste par l'existence de faibles taux de croissance et le maintien d'un niveau élevé de sous-emploi. Ces deux caractéristiques reflètent, au fond, l'absence d'une reprise vigoureuse de l'investissement. La crise actuelle est une crise de rentabilité et non une crise de sous-consommation... La mutation technologique présente des caractères originaux et très contraignants. D'une part, elle se diffuse très rapidement et dans un espace mondialisé... D'autre part, elle constitue une cassure par rapport à la tendance passée dans la mesure où le progrès technique se manifeste cette fois-ci par un mouvement de substitution de la machine aux cerveaux et non plus aux bras... »

On retrouve toujours dans ce genre d'analyse l'idée que la croissance et l'investissement peuvent nous aider à sortir de la crise, alors que, dans le système économique actuel, c'est l'investissement qui crée le chômage puisque sa finalité est d'acquérir des équipements modernes et performants permettant de produire plus et à moindre coût, c'est-à-dire, si l'on ne se bouche pas les yeux, avec moins de main-d'œuvre. Dire ensuite que nous n'avons pas affaire à une crise de sous-consommation est un peu osé quand on voit le nombre de « nouveaux pauvres » augmenter de jour en jour. Gageons que si l'on solvabilisait correctement l'ensemble de la population française, par exemple en attribuant à chacun un revenu social garanti convenable, la consommation augmenterait considérablement, ce qui, dans un premier temps, permettrait de remettre un certain nombre de chômeurs au travail.

On impose aux Français la rigueur et l'austérité pour moderniser leurs entreprises afin qu'elles produisent plus, à moindre coût de façon à exporter plus. Et pour atteindre ce but, on les engage à imiter le Japon. On vient justement d'apprendre en cette période de bilans que la balance commerciale japonaise enregistrait un excédent d'au moins une trentaine de milliards de dollars. Heureux Japonais, direz-vous ! Hélas, nous apprenons aussi que le budget japonais pour l'exercice 1985-86 est, pour la cinquième année consécutive, placé sous le signe de l'austérité, du déficit record et de l'accroissement de la dette publique. Celle-ci devient le premier poste de dépenses. Malgré un accroissement des impôts et des taxes de 11,5 %, le déficit structurel reste depuis bientôt dix ans le plus élevé du monde, représentant un quart du budget. La dette publique est énorme et atteint quelque 500 milliards de dollars, ce qui représente près de 48 % du PNB, et son service, soit 41,1 milliards de dollars, est passé en tête des dépenses budgétaires. Depuis plusieurs années, le Japon continue à laisser stagner sa demande intérieure et à favoriser les exportations, d'où son excédent de balance commerciale. Et c'est cela qu'on nous demande d'imiter ? Si je comprends bien, après la rigueur ce sera encore la rigueur. C'est vraiment dingue ! Au fait, vous savez que les Japonais ne prennent en moyenne que six jours de congé par an ? Finalement, c'est peut-être à cela que voulait aboutir le CNPF avec sa flexibilité !

Jean-Pierre MON

LE GÉNOCIDE PERMANENT

par Léon GILOT

Deux lecteurs nous ont adressé des papiers semblables qui témoignent de leur révolte face à l'injustice explosive du système du marché. Le premier, qui émane d'un distributiste de la première heure, a été envoyé en même temps à nos amis de l' « Union Pacifiste », dans le but de leur montrer que la paix dans le monde passe, de toute évidence, par une économie plus juste...

Chaque semaine l'actualité nous place face au problème de la faim dans le monde. Que ce soit en Ethiopie, au Sahel, au Tchad, au Mozambique, au Niger, au Bengladesh, dans le nord-est brésilien, ou ailleurs, des centaines de milliers d'êtres humains journellement souffrent de la malnutrition, ou meurent. En Ethiopie actuellement 900.000 personnes sont ainsi menacées de disparition à brève échéance.

Les causes de cette situation sont connues : la sécheresse, le déboisement, l'érosion des sols, la désertification, les guerres, la surpopulation, des habitudes ancestrales, la diminution des cultures vivrières, et parfois les détournements des secours.

Face à cette situation alarmante, les pays développés, par l'intermédiaire de la F.A.O., de la Communauté européenne, et d'organisations humanitaires, envoient des aides alimentaires et médicales. Quelques fois celles-ci se heurtent au problème de l'acheminement vers les zones sinistrées en raison de la vétusté des véhicules ou de l'absence de moyens de transport, la pénurie ou le mauvais état des routes. Quoi qu'il en soit ces aides restent cependant insuffisantes devant l'ampleur du problème.

Dans le même temps, l'occident et les pays industrialisés éprouvent de grandes difficultés à résoudre celui des excédents alimentaires. On détruit ou on limite la production. Et cette contradiction ne semble pas préoccuper les divers gouvernements. On s'incline devant la fatalité.

De même, bien qu'on continue à s'apitoyer sur le sort des populations menacées de disparition, les budgets militaires restent aussi importants, et les ventes d'armes, en particulier aux pays pauvres se portent bien. La France, même sous un gouvernement socialiste, reste le 3e exportateur dans ce domaine, pour maintenir des emplois... et équilibrer sa balance des paiements.

Que ce soit à l'est ou à l'ouest des centaines de milliards sont ainsi engloutis chaque année pour préparer un éventuel holocauste, au détriment des industries de paix, de l'amélioration des conditions de vie des populations, et de l'aide aux pays en voie de développement.

Ici encore cette contradiction ne semble pas émouvoir les différents gouvernements. En ne s'engageant pas dans une politique de désarmement progressif — une réduction annuelle de 5 % pourrait par exemple être décidée — les dirigeants quels qu'ils soient, même ceux qui veulent construire des lendemains qui chantent, se satisfont de l'insuffisance des aides apportées aux pays affamés, et admettent donc ce génocide permanent que représente la mort de milliers d'êtres humains, face à l'égoïsme des pays riches.

Comment ne peut-on pas être révoltés par ce crime contre l'humanité que constitue cette non-assistance à peuples en danger, conséquence de l'insuffisance de l'aide internationale ? La vue à la télévision de ces groupes d'hommes, de femmes et d'enfants amaigris, la peau collée sur les os, aux yeux enfoncés dans les orbites, le regard désespéré ou vide, dans un complet état de prostration, nous rappelle l'univers concentrationnaire découvert par les troupes alliées dans les camps d'internement où le régime nazi parquait les patriotes ou prisonniers politiques. Les causes ne sont pas identiques, certes, mais les résultats sont les mêmes.

Certains économistes distingués me répondront qu'il faudrait davantage de crédits. Malheureusement lorsqu'une guerre éclate cet argument disparaît. On n'a jamais vu une guerre cesser faute de crédits. Les dirigeants trouvent toujours les moyens de fabriquer des armements, dont certains sont d'ailleurs distribués gratuitement aux ennemis d'en face (obus, bombes, etc.). Est-il impossible, par exemple, d'utiliser en temps de paix les moyens de transport militaires pour acheminer les aides alimentaires et médicales aux populations affamées ? C'est en réglant ce problème humanitaire urgent que les dirigeants prouveront leur volonté de mettre leurs actes en accord avec leurs discours.

Léon GILOT

TARIFS DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	**75,00 F**
Soutien	**100,00 F**
Etranger	**95,00 F**

Tout en continuant à accepter n'importe quelle somme inférieure à ce nouveau tarif de la part de ceux qui ne peuvent pas faire plus, nous rappelons à nos lecteurs que leur journal ne survit que grâce à la souscription permanente « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE ». Aidez-là.

Règlements par chèques postaux : au C.C.P. « La Grande Relève » n° 13403-39 M Paris.

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVE

UNE ERREUR ? PLUS : UN CRIME PERMANENT...

par Robert JOSPIN

« **L'Europe des Dix** » est en crise. L'Occident s'entend, les pays parmi les plus riches du monde. Crise monétaire ? Sans doute, mais plus encore crise d'abondance par surplus invendus. Nous produisons dans le domaine alimentaire plus que nous ne pouvons consommer. Telle est la situation. Conclusion : il faut réduire notre production dans un premier temps ! D'autre part, liquider les stocks accumulés. Ce, pour réanimer un profit compromis. Alors, ce sont les « **quotas laitiers** ». Par ailleurs, il faut limiter la production agricole, procéder, coûteusement, à l'arrachage des vignes.

Nous sommes trop riches ! Cela nous remet en mémoire le temps — après les années 1930 — où l'on dénaturait le blé pour le rendre impropre à la consommation humaine, où on alimentait au café les locomotives brésiliennes.

Or, pourtant, **le monde a faim !**

L'Afrique, l'Asie (en certains lieux, des régions entières de l'Inde) connaissent la famine. Plus de 150 millions d'Africains sont au-dessous du minimum nécessaire à la survie. N'alourdissons pas ces réflexions de chiffres et de statistiques connus de tous.

Dans le même temps où les chambres froides des entrepôts d'Etat regorgent de produits, les deux tiers de la planète sont, pour le moins, sous-alimentés. Dramatique incohérence !

Poussons plus avant l'analyse. Les Dix vont dépenser plus d'un milliard — lourd — pour se débarrasser des beurres invendus. Qu'on liquidera à des prix « carembouillés » oserait-on dire. Tandis que, dans l'ombre, deux cent mille tonnes de bœufs attendent des acheteurs solvables. On en est là.

Et les deux tiers de l'humanité ont faim !. La F.A.O. — Organisation pour l'alimentation — a dénombré des milliers de femmes et d'hommes qui meurent de sous-alimentation chaque année, des centaines d'enfants chaque jour. Le temps de cette lecture, dix enfants sont morts de faim.

Dans le même temps, par des artifices juridiques ou des astuces économiques, on retarde l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun ! Trop de fruits, de légumes — que sais-je encore ! Quelle catastrophe !

Mais que devient ici la « règle d'or » du capitalisme traditionnel : « L'abondance fait naître la concurrence, laquelle conduit à la baisse des prix » ? Car seule la rareté fait la cherté des produits. Balivernes, « d'économistes en chambre » que tout cela ! Alors, pour amadouer une clientèle électorale — bien minoritaire — la « règle » est bafouée. De « production contingentée — en « production contingentée », l'engrenage nous saisit. Impitoyable, en définitive mortel.

Tandis que le monde a faim.

Peut-on espérer maintenir longtemps une telle situation ? Des pays regorgent de richesses tandis que d'autres connaissent la famine. Nous, les « nantis », ne pressentons-nous pas la révolte qui, sourdement encore, gronde à notre porte ?

Comme dans le songe d'un pharaon lointain, ne voyons-nous pas, sortant du Nil de la misère et de la faim, les vaches maigres se jeter sur les vaches grasses pour les dévorer ?

Choses sues, certes, mais quotidiennement oubliées. Qu'il nous faut inlassablement répéter pour notre salut commun.

L'insupportable ne se supporte pas indéfiniment. Situation aggravée, ici et là, par une démographie galopante ou une sécheresse persistante, sans doute aussi par une politique locale maladroite. Ainsi ces cultures qui nourrissaient une population — moindre il est vrai — abandonnées au profit de produits importés — occidentaux bien sûr — et souvent mal employés ! Telle cette « poudre de lait » utilisée le plus souvent avec une eau impropre, cause d'une mortalité infantile aggravée. Un exemple entre dix. Et — comble de cynisme — les cultures locales, cultures de vie, remplacées par d'autres — cacao, café, etc. — souvent impropres au climat, mais où l'Occident y trouve son compte, et les rachète à vil prix...

Il nous faut évoquer ici « l'aide internationale ». Geste de générosité pour moins de 10 % car 90 % relève d'un négoce inspiré par la recherche d'un profit. Il s'agit de faire pénétrer, en ces contrées, **leurs produits.** Et dans le même temps, d'écouler les surplus invendus. Des surplus qui ne répondent, le plus souvent, à aucun besoin réel. Et, qui plus est, désorganisent les cultures locales. Il faut qu'on le sache : il y a un demi-siècle, la plupart des pays actuellement assistés mangeaient simplement mais ne connaissaient pas la faim ! Présentement, moins de 5 % sont en « autosuffisance ».

D'un mot évoquons ici la répartition des biens fournis. Le plus souvent anarchique et injuste. Les ports, les villes — lieux d'arrivée — sont largement favorisés. Essentiellement, l'armée, la police, l'administration. Mais les campagnes sont oubliées...

Des peuples affamés et des gouvernements se dotant par ailleurs — au prix fort — d'un armement coûteux, telle est la composante idéale d'un explosif possible. La guerre en un mot.

Prenons-y garde. Partout, sur cette planète, les hommes prennent une conscience plus aiguë de l'injustice qui les frappe. Après l'avoir longtemps subie, ils ne l'acceptent plus. D'où, ici et là, des révoltes combien justifiées !

Attendrons-nous que l'orage crève sur nos têtes pour accepter les gestes de solidarité qui s'imposent ? Ne vaut-il pas mieux répartir intelligemment les biens que l'effort, les techniques ou la nature ont multipliés, entre ceux qui ont faim — souvent à cause de nos fautes — avant d'en être dépouillés par une violence toujours aveugle ? Il ne faut pas être grand clerc pour affirmer que les distorsions dans la distribution des richesses accumulées — intolérable injustice — ne demeureront pas éternellement. L'heure des partages est à l'horizon. Ne la laissons pas nous échapper.

« Il n'est de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre » dit la sagesse populaire. Mais ne dit-on pas aussi que « Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre » ? De grâce, ne fermons pas les yeux.

LA HANTISE DU VIEILLISSEMENT...

par Pierre HERDNER

La baisse de la fécondité des femmes françaises inquiète de nombreuses personnes, qui redoutent non seulement l'effacement progressif de la nation, mais aussi les conséquences matérielles et morales d'une modification de la pyramide des âges. Dans quelle mesure devons-nous considérer ces craintes comme justifiées ?

1. Que la perspective d'une baisse continue et irréversible de la population française ne soit pas très réjouissante, nous en conviendrons volontiers. Mais les extrapolations, dans ce domaine, sont toujours risquées, et il est raisonnable de s'attendre à des fluctuations. La tendance sera peut-être inversée quand la situation nous permettra d'envisager avec plus d'optimisme l'avenir de nos enfants.

Mais quel est l'idéal en cette matière ? Alfred Sauvy répond qu' « une légère croissance, variable selon les pays », représente « le rythme optimal » (1). Pourtant, même si l'on reconnaît comme bénéfique, à court ou à moyen terme, une croissance modérée, il semble évident qu'il y a avantage à se rapprocher, à plus ou moins longue échéance, de l'équilibre démographique où est assuré, sans plus, le remplacement d'une génération par la suivante.

Est-il juste, d'autre part, de poser le problème en termes purement nationaux ? Sauvy le pense : « L'optique globale, écrit-il, est trompeuse, chaque nation étant indépendante » (2). Pour réfuter cette opinion, il suffit de rappeler qu'un habitant d'un pays riche consomme, gaspille et pollue infiniment plus qu'un habitant du Tiers Monde. René Dumont, qui a tant insisté sur ce fait, estime que les pays riches devraient, eux surtout, éviter d'accroître leur population (3). Il existe donc, sur le plan démographique, une solidarité évidente entre le Nord et le Sud, qu'en tant qu'écologistes et mondialistes nous n'avons pas le droit d'ignorer. Même si les inconvénients du « vieillissement » étaient réels.

2. Mais que valent les raisons qui justifieraient cette hantise du vieillissement ? En ce qui concerne les conséquences matérielles, relations surtout au versement des retraites, il convient de dissiper certaines erreurs. On sait aujourd'hui que la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus s'accroît, quand la fécondité baisse, « sans pour autant que cela ait un effet sensible sur la population qui est en âge d'activité, car l'accroîssement des inactifs âgés est compensé par la diminution des inactifs jeunes » (4). Voilà qui semble assez rassurant, puisque la charge qui pèse sur les actifs, alourdie du côté des vieux, est allégée du côté des jeunes, et que ces deux variations se compensent. Ce n'est qu'une apparence trompeuse, objecte Sauvy, parce que les vieux coûtent à la collectivité beaucoup plus cher que les jeunes. Soit, mais gardons-nous de perdre de vue que l'accroissement des charges résulte seulement de cette différence.

De plus, ceux qui prétendent que les actifs ne seront bientôt plus assez nombreux pour assurer aux vieux une retraite décente raisonnent en fonction du mode actuel de financement, qui repose essentiellement sur les cotisations et devra tôt ou tard être modifié. Et ils ne réalisent pas qu'il est contradictoire de s'inquiéter en même temps, comme ils le font d'ordinaire, de la raréfaction de l'emploi : puisqu'une production donnée exige de moins en moins de travail humain, il y aura toujours assez d'actifs pour assurer l'entretien des inactifs de tout âge ; une conclusion que vient renforcer l'éventualité de nouvelles structures entraînant la suppression des tâches inutiles !

La production sociale des personnes âgées pose aux pouvoirs publics de sérieux problèmes. Mais nous devons les accepter comme faisant partie, après tout, des problèmes normaux de notre temps.

3. Le vieillissement de la population aurait encore, selon Sauvy, de graves inconvénients d'ordre moral et psychologique. Un peuple où les vieux sont en forte proportion serait nécessairement enclin au conservatisme (5), et voué à une déchéance rapide parce qu'il lui manque « l'énorme force intérieure que recèle une population jeune » (6). Il explique par des causes démographiques aussi bien l'effondrement de 1940 que nos récents « déboires économiques et politiques » (7). Et il fait appel à la notion de *vitalité*, « peut-être imprécise, mais vigoureuse » (8).

Ces jugements sont-ils acceptables ?

a) Comme Sauvy ne prône qu'une croissance modérée, je ne ferai pas état des maux qui accablent le Tiers Monde. Mais il ne marque pas avec assez de force les limites qu'il faut se garder de franchir. Nous n'envions pas « les peuples montants croyant à la vie et à l'espoir » (9), dont la croissance est due bien plus à la pauvreté qu'à une hypothétique foi en l'avenir.

b) La notion de vitalité est certes imprécise, et par là même fallacieuse. Elle a amené Sauvy à faire des peuples « jeunes » et des peuples « vieux » une description bien trop stéréotypée, et à confondre arbitrairement deux qualités qui ne vont pas toujours de pair : le dynamisme et l' « esprit de création ».

Il n'est pas juste de prêter uniformément à la jeunesse un esprit novateur et aux vieux des tendances conservatrices. On peut être toute sa vie soit conservateur, soit révolutionnaire, et quand un changement d'orientation survient à l'âge mûr, il peut avoir lieu aussi bien dans un sens que dans l'autre. L'opinion de chacun est moins déterminée par l'âge que par le milieu social et les dispositions individuelles.

La jeunesse met son dynamisme au service des idées les plus diverses. Tout comme sont diverses les idées des personnes âgées, qui souvent donnent encore beaucoup à la nation sur le plan culturel ; le mot « vieux » ne doit pas devenir un terme péjoratif (10).

Je serais curieux de connaître, à cet égard, la pyramide des âges des lecteurs de la Grande Relève...

c) Il est abusif à plus forte raison d'attribuer aux gouvernants d'un pays dont la population vieillit un « conservatisme décadent » (11). L'orientation politique d'une nation dépend de nombreux facteurs qui ont peu de rapport avec l'âge moyen du corps électoral.

d) En fait, il est certain qu'en matière d'idées neuves et d'inventions de toutes sortes, les pays qui vieillissent supportent aisément la comparaison avec les peuples prolifiques. Le déclin démographique n'entraîne pas un déclin culturel.

e) Les savants sont bien souvent tentés, du fait de leur spécialisation, d'exagérer l'importance d'un facteur aux dépens de tous les autres. C'est ainsi que par une simplification excessive Sauvy a voulu voir dans la baisse de la natalité la cause essentielle des malheurs de la France.

Symétriquement, c'est encore par des causes démographiques qu'il expliquera les périodes fastes, ou qui lui paraissent telles, de notre histoire : « La force militaire et l'expansion française sous la Révolution et l'Empire sont, pour une large part, dues à la vitalité de la population française à ces époques et au vaste champ qu'elle offrait à la sélection des talents » (12). Mais nous n'admirons pas les peuples dont la vitalité se manifeste par une tendance expansionniste. Cet idéal, qui paradoxalement dénote une orientation plutôt... conservatrice, ne saurait être la nôtre (13).

e) Ce qui importe en effet, dans une perspective humaniste, c'est le degré de *maturité* atteint par les individus, et la formation d'une élite où coopèrent des hommes et des femmes de tout âge, une jeunesse réfléchie avec des adultes dynamiques. Les pays où une telle élite sera assez forte pour animer les pouvoirs ou s'imposer à eux exerceront une influence bénéfique sur les destinées du monde. C'est ainsi que pour ma part je conçois la vitalité d'une nation.

La R.F.A., où la fécondité ne cesse de baisser, n'en offre pas moins, à cet égard, un remarquable exemple : une fermentation intellectuelle où nos amis puisent un espoir de renouveau, et en même temps, une jeunesse dont les éléments les plus actifs apportent au pays leur précieux levain d'idéalisme et de vigueur ; car l'influence exercée par les jeunes ne dépend pas uniquement de leur importance numérique.

Le problème posé par le vieillissement des pays riches n'est pas aussi dramatique que certains le prétendent. Il sera possible de l'aborder dans une optique plus juste et avec plus de chances de succès quand d'autres problèmes, urgents pour l'humanité tout entière, auront été résolus.

Pierre HERDNER

« Le vrai « PÉCHÉ » en économie, c'est d'avoir fait de l'argent une marchandise et de gagner de l'argent en vendant de l'argent, c'est-à-dire RIEN ».

André LIAUME

(1) *La population* (Que sais-je ? n° 148, éd. 1973), p. 109 et 105.

(2) Ibid., p. 118.

(3) Le chien américain dépense plus que l'Indien, et 5 milliards d'Indiens polluent moins que 200 millions d'Américains ; le monde riche est « le gaspilleur et le pollueur par excellence » (R.D., *L'utopie ou la mort*, éd. 1978, p. 59 et 47).

(4) *Universalia 1979*, p. 229. (Les Universalia sont les suppléments annuels de l'*Encyclopedia Universalis*).

(5) « Vieilles gens, vieilles idées » : c'est le titre du chap. XX de *L'économie du diable* (1976).

(6) *La population*, p. 115.

(7) Ibid., p. 103 et 5.

(8) Ibid., p. 107.

(9) *Croissance zéro ?* (1973), p. 233.

(10) Paul Paillat, pour sa part, espère que dans l'avenir « les ressources humaines que détiennent des légions de concitoyens réputés âgés seront mises en valeur et non plus gaspillées ». Il se pourrait, ajoute-t-il, « que les "nouveaux retraités" soient demain des catalyseurs ». (*Vieillissement et vieillesse*, Que sais-je ? [1982], p. 125).

(11) *Croissance zéro ?*, p. 232.

(12) *La population*, p. 5.

(13) Les préoccupations de Gaston Bouthoul, il est piquant de le noter, sont exactement inverses : il voit dans la surpopulation, source de l'agressivité collective, et en particulier dans la présence de « jeunes en surnombre », la cause principale des guerres.

LES THÈSES ÉCONOMIQUES

A l'heure où les socialistes font l'apologie de la compétitivité, nous retrouvons, dans la revue des économistes classiques publiée par J. Duboin dans son livre « *Libération* » (1936) le maître es-libéralisme... et ses contradictions :

JOHN STUART MILL

Stuart Mill (1806-1874) est le fils d'un économiste. Elevé dans les bons principes de l'économie orthodoxe, il fit paraître, en 1848, ses *Principes de l'Economie Politique.* Ce livre marque l'apogée de la doctrine classique qui va se cristalliser afin de se conserver plus pure. C'est qu'à partir de Stuart Mill, elle n'est plus une doctrine, elle est élevée au rang de science économique sans discussion possible...

Chose digne de remarque, Stuart Mill, devenu membre de la Chambre des Communes, avait déjà été mordu par le doute, ce qui l'obligera à se contredire quelquefois. Mais ses disciples surent réagir pour nous conserver sa première manière de voir dans toute sa limpidité, après l'avoir dégagée des scories qui auraient pu la ternir !

Les lois économiques, telles que le Maître les a définies pour tous les pays et pour tous les temps, deviennent donc des articles de foi. C'est à l'homme de s'y conformer en les adaptant au mieux de toutes les circonstances qui viennent à la traverse. Les voici : *la loi de l'intérêt personnel.* Celui-ci se confondrait avec l'intérêt général, tout au moins sur le terrain économique, grâce à une harmonie qui doit se réaliser dans le temps. Chaque individu étant juge de ses intérêts, il doit individuellement chercher sa voie en toute liberté. Alors intervient *la loi de la concurrence* qui apportera le bon marché, la qualité, la quantité, etc. Comment cela ? En obligeant les incapables à céder la place aux plus capables. C'est en somme la loi de la sélection, ou la loi du plus fort.

Et Stuart Mill étend ce libéralisme à toute la vie économique : *liberté du travail, liberté des échanges au dedans comme au dehors, libre taux de l'intérêt, liberté des banques, etc. (1).*

Nous résumerons la critique en quelques mots. C'est bien, certes, l'intérêt personnel qui doit être satisfait. Mais ne pourrait-on pas le satisfaire par la voie collective ? Nous vivons encore sur l'idée barbare que chacun doit assurer sa sécurité personnelle comme au temps des troglodytes. Or, toute l'histoire des hommes n'est qu'une longue lutte pour conquérir le bien-être, c'est-à-dire lutter contre la misère, l'ignorance, la faiblesse. Dans cette lutte, que peut l'individu isolé ?

N'est-il pas curieux que la question ait été résolue depuis longtemps en ce qui concerne le péril extérieur ? Pour faire la guerre il est reconnu qu'il faut de l'ordre, de la méthode, de l'organisation. Les moyens de destruction seraient donc plus urgents que les moyens de vivre ? Cependant la faim, la misère, le froid, l'ignorance sont beaucoup plus les vrais ennemis de l'homme que les peuples que le hasard de la naissance ont fait naître au-delà d'une frontière souvent arbitraire.

Stuart Mill, dans une de ses contradictions, exprimera l'espoir que *l'éducation, l'habitude et la culture des sentiments porteront l'homme à bêcher et à tisser pour son pays aussi bien qu'à combattre pour son pays.*

Si l'individualisme est aux antipodes de la fraternité en matière économique, c'est que l'intérêt particulier immédiat empêche de voir l'intérêt général alors que celui-ci bien compris peut assurer tous les intérêts particuliers.

Quant à la libre concurrence, déjà en 1848, on célébrait les réussites de quelques-uns en se gardant bien de rechercher les échecs beaucoup plus nombreux qui en étaient la contre-partie. N'est-il pas aujourd'hui évident que la concurrence consiste à avoir comme adversaires et même comme ennemis tous ceux qui font le même travail que nous ?

La concurrence, on ne devrait plus le contester, consiste à ruiner ses concurrents !

Aussi Stuart Mill, dans une autre contradiction qui nous fait croire qu'il perd de plus en plus confiance dans son enseignement, n'hésite-t-il pas à écrire que *la coopération est le plus noble idéal.* Enfin il est bien difficile de concilier l'éternité promise à ses lois économiques avec ce qu'il écrivait dans le chapitre 7 de son livre IV : *la vie humaine s'élèvera de la lutte de classes pour les intérêts antagonistes, vers l'émulation fraternelle pour la poursuite du bien de tous.*

Stuart Mill s'est préoccupé, lui aussi, de la fameuse loi des salaires qui passionna Ricardo et Lassalle. Il a même cherché à la perfectionner en la décomposant. Pour lui deux lois réagissent sur le prix de la main-d'œuvre. L'une est la loi de l'offre et de la demande qu'il faut entendre ainsi : l'offre, ce sont les capitaux disponibles qui,

en s'investissant, vont permettre aux ouvriers de trouver du travail, donc de vivre ; la demande, c'est le nombre des ouvriers qui cherchent un emploi. Alors intervient cette autre loi, que Lassalle coula en airain, qui veut que le taux du salaire, en fin de compte, soit limité au coût d'existence du travailleur. Si, par hasard, les circonstances font que les salaires s'élèvent, toutes choses restant égales, une force irrésistible les ramène à ce niveau fatal que l'ouvrier ne peut pas dépasser.

C'est donc en somme une nouvelle confirmation de ce qu'avait découvert Ricardo. Mais Stuart Mill se rendit compte que cette doctrine était odieuse puisqu'elle obligeait les ouvriers à avoir aussi peu d'enfants que possible afin de raréfier la demande du travail (2). De plus, elle rendait illusoire l'œuvre des *Trade-Unions* qui commençaient à s'organiser. Stuart Mill publia donc une rétractation qui surprit ses disciples. Pour porter le comble à leur consternation, nous mettons sous leurs yeux un dernier passage de son fameux livre qu'il était évidemment impossible de laisser figurer dans l'enseignement orthodoxe : *S'il fallait choisir entre le communisme avec tous ses risques et l'état présent de la société où le produit du travail est distribué en raison inverse de la peine prise, où la plus large part va à ceux qui n'ont rien fait, une part un peu moindre à ceux qui ont un peu plus fait, et ainsi de suite, sur une échelle descendante, jusqu'à ceux qui, pour le travail le plus épuisant, ne peuvent même pas avoir la certitude d'obtenir le nécessaire, s'il n'y avait vraiment pas d'autre alternative que ceci ou le communisme, alors toutes les difficultés du communisme ne pèseraient pas un atome dans la balance !*

Stuart Mill va lui-même, préconiser des réformes auxquelles l'influence Saint-Simonienne n'est certainement pas étrangère. Cette partie de son œuvre mérite d'être signalée.

Le salariat, ne lui apparaissant plus que comme une formule transitoire, devra se transformer par l'association coopérative de production. L'impôt foncier devra faire disparaître ce profit du sol que Ricardo décrivait sous le nom de rente foncière. Cette fameuse rente cesserait donc d'être un phénomène naturel...

Enfin, par l'impôt sur les successions, il veut restreindre l'héritage. Sur ce point, Stuart Mill apporte une suggestion originale : le testateur pourra bien continuer à disposer de ses biens comme bon lui semble, mais c'est l'héritier qui ne pourra pas entrer en possession de sa part, si sa propre fortune est déjà suffisante. Cette limitation du droit de propriété parut aussi peu orthodoxe que possible et on décida de n'en plus parler.

Jacques DUBOIN

(1) Si le lecteur nous reproche peut-être de ne donner de l'individualisme économique qu'un simple raccourci, c'est que nous baignons littéralement dans cette doctrine dont s'inspire la prétendue sagesse des nations : *le travail, c'est la liberté ; pierre qui roule n'amasse pas mousse ; la concurrence est l'âme du commerce ; charité bien ordonnée commence par soi-même ; un tien vaut mieux que deux tu l'auras ; charbonnier est maître chez lui ; à chacun son dû ; les bons comptes font les bons amis ; comme on fait son lit on se couche ; petit à petit, l'oiseau fait son nid ; aide-toi, le ciel t'aidera ; la fortune sourtit aux audacieux,* quitte à affirmer, au contraire, *que la fortune vient en dormant,* si les besoins de la Loterie Nationale l'exigent.

(2) C'est ce que certains disciples de Malthus soutiennent encore aujourd'hui. Et malheur à celui qui n'est pas de leur avis : il est vilipendé dans un galimatias où ni lui, ni personne n'entendent rien.

CURIEUSE MANIFESTATION

Bien curieuse manifestation !
Ce matin je vois dans la ville
Des manifestations qui défilent
Avec d'« autres » revendications.

Je lis les idées que voici :
Nous sommes des vrais manifestants
Qui veulent vous donner plus d'argent
Afin de vivre une vraie vie.

Retenez plus sur nos salaires
Pour notre et votre facilité
Ainsi nous aurons gratuité
Pour vivre plus heureux sur la terre.

Transports, téléphones, assurances
Soins, eau, gaz, électricité
A notre place vous paierez
Nous voulons vivre sans dépendances.

A l'Etat, voilà ce qu'ils disent :
Gagnons tous ensemble du temps
Pour s'occuper de l'important
Non de politique indécise.

Dans ce monde qui est si pressé
Nous vous donnons la solution
C'est le bon sens et la raison
Pour résoudre nos difficultés.

....

Enfin des vrais manifestants
Oui font preuve de pensée réfléchie
Pour la qualité de la vie
Et montrent la route aux dirigeants.

Mais ! qu'en pensent l'administration
Et les « dirigeants » de tous rangs
En voyant passer calmement
Cette curieuse manifestation ?

Albert CHANTRAINE

L'ENERGIE DANS LE MONDE (fin)

par André PRIME

III. LA GÉOTHERMIE

Lors du refroidissement de la terre, les matériaux les plus lourds encore en fusion « tombèrent » vers le centre. D'autre part, les éléments radioactifs se désagrégeant depuis des milliards d'années ont dégagé de la chaleur en permanence. Aujourd'hui, lorsqu'on s'enfonce à l'intérieur de la terre, la chaleur augmente de 1°C par 33 M., soit 30° par km.

• La géothermie dite à basse énergie concerne les eaux emprisonnées dans le sous-sol à 60/80°C. Ces eaux sont souvent salées ; il faut alors prévoir un circuit échangeur d'eau douce pour alimenter les installations. Le plus souvent, l'eau primaire sera réinjectée dans la nappe, ce qui nécessite un deuxième forage.

L'Islande est privilégiée — fort heureusement pour elle, car il n'y fait pas très chaud ! Située sur la grande faille altantique qui « écarte » l'Europe de l'Amérique de 6 cm par an, elle bénéficie d'une géothermie abondante. Ainsi, les 110 000 habitants de Reykjavik, les deux tiers des autres Islandais et 135 000 m² de serres sont, depuis 1977, entièrement chauffés par la géothermie.

En France, nous avons de nombreuses réalisations : Creil, 4 000 logements ; Mont-de-Marsan, Blagnac, Melun, l'Almont, Mee-sur-Seine, Villeneuve-La-Garenne, etc. : des milliers de logements. Le bassin parisien est très favorisé. La délégation aux Energies Nouvelles avait naguère envisagé d'équiper un million de logements à l'horizon 1985. Le pari ne sera pas tenu ; malgré cela, les réalisations et les espoirs sont loin d'être négligeables. D'autant qu'on veille désormais, lors des forages pour la recherche d'hydrocarbures, à la découverte éventuelle d'eaux chaudes souterraines (la plupart des sociétés pétrolières ont créé un secteur géothermique).

Pour le chauffage des serres, des piscines, on peut même se contenter d'une géothermie à « très » basse énergie, avec des forages peu profonds donnant des eaux de 20 à 50°C.

• La géothermie à haute énergie concerne les gisements chauds (eau de 80 à 120°C et très chauds (eau de 150 à 400° et plus) permettant d'utiliser directement la vapeur pour produire l'électricité par turbines. Ainsi, en Italie, en 1980, le site de Larderello avait une puissance installée de 350 MW (la puissance moyenne d'une centrale thermique est de 80 à 100 MW) ; en Islande, Krafia a une puissance de 70 MW. Dans le monde, la puissance globale est passée de 470 MW en 1963 à 1 115 en 1973 et 3 000 environ en 1982 (USA = 900 MW ; Mexique : 450 ; Japon : 400 ; URSS : 120). En Chine, 2 300 sites ont été répertoriés.

Les ressources géothermiques de la planète, systématiquement prospectées — voire artificiellement créées en injectant de l'eau dans certains sites particulièrement chauds — pourraient fournir chaque année, au XXIe siècle, 10 % de l'énergie actuellement consommée.

IV. L'ENERGIE NUCLÉAIRE

1) La fission : uranium et thorium

• L'uranium extrait du sous-sol comporte deux variétés : l'uranium 235 et l'uranium 238, tous les deux radioactifs ; mais le 235 l'est 6 fois plus que le 238 et, de ce fait, l'uranium 235 ne représente plus que 0,7 % de l'uranimum naturel contre 99,3 % pour l'uranium 238.

C'est Enrico FERMI qui, réfugié aux USA à la veille de la guerre, mit au point en 1942 la « pile atomique » (barres d'uranium séparées par des barres de graphite). Le « fluide caloporteur » chauffé dans cette pile (appelée plus couramment par la suite « réacteur ») actionne une turbine, tout comme dans une chaudière à combustible conventionnel.

Sans entrer dans les détails, disons que c'est avec l'uranium enrichi — à l'uranium 235, taux de 3 % — que la puissance au m³ installé a pu atteindre 100 MW. L'eau est généralement utilisée comme fluide caloporteur.

— Les PWR (50 % de la puissance installée) ; l'eau reste liquide et n'est pas radioactive.

— Les BWR 30 % de la puissance installée) : l'eau est vaporisée et est rendue radioactive.

D'autres systèmes (20 %) utilisent des formules voisines (URSS).

La puissance des unités installées varie de 900 à 1300 MW.

A titre indicatif, une centrale PWR de 900 MW comporte 66 tonnes d'uranium enrichi, renouvelable par 1/3 sur 3 ans. La France, qui a opté pour le système PWR, comptait en 1979 une quinzaine de centrales et avait en prévision, jusqu'en 1990, une cinquantaine de centrales supplémentaires. Le fléchissement de la courbe des besoins en électricité modifiera certainement ce chiffre.

Pour alimenter en « combustible » ces centrales, il a fallu créer des usines d'enrichissement de l'uranium (usines isotopiques). Les premières construites eurent essentiellement des motivations militaires (Pierrelatte en France). Les besoins du programme civil, décidé après la pre-

mière crise pétrolière, ont conduit, en France, à la construction de l'usine de Tricastin.

Les réserves d'uranium dans le monde sont limitées : 4 à 5 millions de tonnes, soit seulement la valeur de 13 à 20 années de la consommation totale d'énergie à ce jour. La France — 60 000 tonnes — recèle deux fois plus d'uranium que tout le reste de l'Europe.

Dans un premier temps, ces faibles quantités ont conduit à récupérer l'uranium 235 que les piles n'ont pas consommé : d'où la création d'usines de « retraitement » — chez nous, Marcoule UP1 en 1958, La Hagre UP2 en 1967. La récupération est de l'ordre de 40 % et une même matière peut être retraitée plusieurs fois. La Hague, constamment développée, « retraite » pour de nombreux pays, ce qui a créé les problèmes que l'on sait avec les écologistes, notamment après le récent naufrage en mer du Nord d'une cargaison de produits fissiles.

Dans un deuxième temps, on a créé le surrégénérateur qui permet d'utiliser l'uranium 238, peu radioactif, nous l'avons vu, par rapport à l'uranium 235. Là non plus, nous n'entrerons pas dans les détails : la pile surrégénératrice multiplie par 100 la valeur d'utilisation de l'uranium. C'est Joliot Curie — qui déjà avait, en 1940, imaginé la pile atomique — qui a également imaginé ces possibilités. Super Phénix, à Creys Malville, est la première centrale française de ce genre.

• Le thorium, qui n'est pas un combustible nucléaire naturel, se transforme, lorsqu'il est bombardé par des neutrons, en uranium 233, fissile à l'instar de l'uranium 235 et du plutonium, et il leur est supérieur qualitativement.

Le thorium n'est pas plus abondant sur la terre que l'uranium, mais il se trouve que le territoire des USA renferme près de la moitié des ressources inventoriées : d'où l'intérêt que les Américains portent aux études basées sur l'utilisation du thorium.

En conclusion, quatre constatations ou remarques :
— en quelques 20 ans (chiffres 1980), 243 centrales ont été mises en service dans le monde ; 230 étaient en construction en 1980.
— le KWh nucléaire était — dès 1980 — tombé à 14 centimes, contre 18 pour le charbon, 28 pour le fuel, 9 à 29 pour l'hydraulique.
— En France, la production d'électricité « nucléaire », qui couvrait, en 1980, 22 % des besoins, en couvre déjà, en 1984, environ 33 %.
— En 1990, 3 % seulement de notre électricité sera produite avec du fuel.

2) La fusion thermonucléaire

Le soleil n'est qu'un énorme réacteur thermonucléaire : il convertit en hélium l'hydrogène dont il est formé et, dans cette transformation, chaque gramme d'hydrogène libère une énergie égale à 24 tonnes de charbon. De quoi faire rêver les chercheurs : l'énergie-éternelle ! Mais comment « copier » le soleil ?

La solution envisagée est la réaction deutérium-tritium (isotope lourd de l'hydrogène) qui nécessite... 100 millions de degrés (le centre du soleil n'est qu'à... 13 millions).

Il y a loin de la coupe aux lèvres ? Qu'importe ! Les chercheurs s'attaquent au problème.

D'abord, la « matière » : la combinaison deutérium-oxygène n'est autre chose que l'eau lourde ; une molécule d'eau sur 6 700 est une molécule d'eau lourde. Quant au tritium, on sait le fabriquer artificiellement, car il est nécessaire pour la bombe H.

Ensuite, la chaleur : aucun matériau ne résisterait à 100 millions de degrés. Le « récipient » pour la fusion du plasma sera donc immatériel, un champ magnétique. D'illusions en désillusions, la période 1960/1968 est nettement au noir. Mais, en 1968, le physicien soviétique ARTSIMOVITCH conçoit un appareil qu'il baptise TOKAMAK ; il a la forme d'un tore (genre grosse chambre à air) avec des jeux d'électro-aimants. On passe, au fil des années, de 1968 à 1978, de 70 000 degrés à 2 millions, puis 10, 18, 30, enfin, aux USA, 60 millions. La puissance des TOKAMAK ne cesse de croître : pour l'Europe des 9, le JET — 2 000 tonnes — installé en Angleterre ; aux USA, le TFTR (TOKAMAK Fusion Test Reactor) ; T 20 en URSS sans oublier le Japon, très actif.

D'autres voies sont explorées : celle dite de la « fusion rapide », par exemple, suggérée dès 1962 par Nicolaï BASON (co-inventeur du laser), exposée en 1971 par le physicien américain d'origine hongroise, Edward Teller, père de la bombe H. Le laser trouve là une nouvelle situation capitale. Les Français étudient cette technique à Limeil.

Quoi qu'il en soit, les premiers réacteurs pour la fusion nucléaire ne sont guère attendus qu'à l'aube du XXIe siècle. Mais les spécialistes ne se sont-ils pas constamment trompés sur les calendriers ?

Au cours de la première moitié du XXIe siècle, les principales sources de l'énergie actuelle — uranium compris — apparaîtront peut-être aussi archaïques que le bois en 1984. La quasi totalité de l'énergie pourrait être « tirée » de notre soleil et des « mille soleils » que créerait l'Homme, ce démiurge capable, avec les mêmes découvertes, de s'autodétruire ou de jeter — enfin — sur SA planète les bases d'une vie meilleure et sûre pour l'ensemble de l'humanité.

POURQUOI ?

par Charles CHILARD

Pourquoi le « pouvoir d'achat » n'est-il « donné » qu'à ceux qui peuvent — encore — « vendre leur travail ?... ou à ceux qui « spéculent », grâce à un patrimoine plus ou moins héréditaire ? Les paumés : chômeurs, invalides, préretraités et autres n'ont que de maigres « allocations » pour « survivre »... ou mourir. Et cependant on accumule des montagnes de « produits consommables », et on pourrait en produire beaucoup d'autres. Pourquoi cette misère dans l'abondance rendue possible ?

Pourquoi ne pas songer à une vaste « mutation sociale » quand, se tournant vers le fossé (quelques fois dans notre propre vie) on remarque combien de « révolutions » ont secoué les civilisations, lointaines et proches ?... Cependant les « lois économiques » sont restées immuables... C'est toujours le « marché », l'argent, la spéculation... et... la misère pour le plus grand nombre. Pourquoi cette « imagination débordante et accélérée », d'un côté... et ce « refus » d'aller jusqu'au bout... de l'autre ?... Sans remonter à la « guerre du feu », ni même à « Jacquou le croquant », je peux parler, personnellement, de ce que j'ai vu, depuis 1914 : l'extension de la machine à vapeur, de l'électricité, de l'automobile, de l'avion, du confort de l'habitat (l'eau sur le lavabo, la salle de bains, les w.-c. dans l'appartement, le chauffage central, les armoires frigorifiques et congélateurs, le téléphone à domicile, les machines à laver, et tous les gadgets de la vie moderne), sans oublier les ordinateurs, les robots, les petites merveilles de l'électronique... et ce n'est pas fini... que sera la « vie domestique » dans 20 ans, dans 100 ans et plus ?

Pourquoi les terres ne sont-elles exploitées qu'à 40 % environ ? 3 milliards d'hectares pourraient encore être cultivés (Science Advisory Committee).

Pourquoi les machines ne travaillent-elles pas 24 heures sur 24 ?

Pourquoi freine-t-on des inventions nouvelles et leurs applications, qui apporteraient encore de meilleures techniques et plus de « produits abondants » à répartir entre les hommes ».

Si 80 % de terriens ne mangent pas à leur faim (certains en meurent) pourquoi dépense-t-on gros pour aller chercher quelques cailloux sur la lune ? Rôder autour de la terre , de Vénus, de Mars, de Jupiter, etc. Construire des fusées qui pourraient détruire 10 fois notre planète. Nous, on veut bien privilégier les promenades dans le ciel ; mais ne peut-on pas, aussi, privilégier les... terriens ?

L'Etat subventionne les entreprises et l'agriculture, pour maintenir leurs activités et... leurs bénéfices. Pourquoi ne donnerait-il pas aux « consommateurs » les « moyens » d'absorber les produits et services rendus abondants, grâce au machinisme ?

La « guerre industrielle » amène les usines à se « moderniser » sans arrêt, c'est-à-dire à s'équiper de machines de plus en plus complexes et performantes, qui diminuent le travail des hommes. La production s'accroît, l'emploi, lui décroit. Les consommateurs n'ont plus assez « d'argent » pour « vivre ». Il y a « récession », « surproduction apparente », méventes, stockages et... « crise ». On ferme des usines. On « liquide » de nouveaux travailleurs, consommateurs, d'où nouvelles « méventes », nouvelle récession, nouveau chômage, aggravation de la « crise »... ; de « peau de chagrin » en peau de chagrin, ce pourraît-être la fin d'une civilisation. Seule une petite « caste » s'en sort (et s'en sort bien) ; pour la masse... c'est la misère... alors que l'abondance pour tous est à la portée de la main. Quelle ironie !!!

Entre l'inflation et le... chômage, entre la « surproduction » des marchandises « invendables »... et la famine dans le monde... pourquoi nos « économistes distingués » et autres « experts reconnus » naviguent-ils de Charybot en Scylla, sans trouver les moyens de « distribuer »... ce qu'ils ne peuvent plus « vendre ».

Pourquoi ces millions de chômeurs ? Il faut donner une occupation « rémunérée » à chaque personne, une aide optimale aux jeunes et aux handicapés, une retraite convenable aux vieux.

Et pas 36 solutions : il faut partager l'emploi... Et ce n'est pas 35 heures par semaine qu'il faut retenir, mais pourquoi pas, tout de suite, 28 heures (plus tard 21 heures, voire 14 heures...) 28 heures ; c'est 3 jours et demi de 8 heures, d'où 2 équipes par semaine se relayant auprès des machines qui fonctionneront donc 7 jours (au lieu de 5) ce qui accentuera l'abondance à répartir... Et pourquoi ne pas maintenir, pour 28 heures de travail par semaine, une rémunération au moins égale ; mais sous deux formes. L'une thésaurisable, comme actuellement, l'autre « fondante » disparaissant avec l'acquisition des denrées de première nécessité et biens de consommation courante, lesquels s'entassent actuellement, à grand frais (du contribuable) dans des entrepôts ?... Cette dernière « monnaie fondante » de consommation ne serait plus basée sur des milligrammes d'or, ou sur le cours du dollar ou de l'écu ; mais pourquoi ne correspondrait-elle pas tout bonnement aux produits de base à répartir, ceci selon les critères du plan, après avis des Conseils économiques régionaux et mondial ?

Quand je me promène de la préhistoire à nos jours, je ne vois que des progrès ! Quand je me promène dans Aujourd'hui, je ne vois que des... Contradictions... et je pense qu'il y a pourtant tant de progrès à réaliser encore. Pourquoi les freinerait-on ?

Pourquoi cette « ridicule » danse devant des buffets... pleins à craquer ?

DES AUTOS MINIATURES A LA POLITIQUE

Plusieurs lecteurs nous ont signalé une perle à laquelle La Grande Relève offre son écrin : voici le texte qu'a publié le journal Fonction Commerciale du 6 décembre dernier, et que nous envoie P.A. de Chamalières :

« M. Emile Véron, P DG de l'entreprise Majorette (jouets), lance un mouvement politique appelé « Réussir ».

Dans son programme, M. Véron préconise une augmentation progressie de la durée du travail hebdomadaire, jusqu'à 43 heures, puisque, « avec les 39 heures, on a créé des chômeurs », la liberté d'embauche et de licenciement, la suppression de la taxe professionnelle, de l'impôt sur le revenu pour 80 % des contribuables, la réduction du nombre de fonctionnaires et une plus grande participation du personnel au capital des entreprises.

M. Véron a précisé qu'il espérait rassembler 10 000 personnes le 9 décembre à Lyon lors du premier meeting de son mouvement et qu'il envisage de présenter des candidats aux prochaines élections législatives. ».

A ce propos, H.B. de St-Jean-de-la-Porte, nous dit qu'il a écouté quelques propos de ce génial Véron, et nous les commente ainsi :

« Je pense qu'il envisage le futur comme sous le règne de Charlemagne — et en ce sens, il ne diffère guère de nos « grands économistes ». Sa proposition de porter la semaine de travail à 43 heures sans augmentation de salaire me paraît mirobolante... Tant mieux pour son entreprise si les majorettes se vendent toujours bien... mais quand l'Occident en sera saturé, il pourra toujours essayer de les vendre aux enfants éthiopiens ou à ceux du Sahel.

Pour reprendre sa proposition... il envisage soit de vendre 10 % de produits de plus, ce que je lui souhaite, soit, si la vente plafonne, de réduire son personnel de 10 %. Ces 10 % auront sans doute, dans leur majorité, des difficultés à payer les « majorettes » à leurs enfants. A-t-il songé que ceci risque de faire baisser ses ventes ?

Comme il paraît qu'il a beaucoup d'adeptes, tous les patrons, grands, moyens et petits, vont suivre son exemple. Et voilà comment nous aurons deux millions de personnes de plus sur le pavé !

Il veut redonner aux Français le goût de l'effort. Encore faut-il leur donner un travail pour cela. Il peut toujours emboîter le pas de Michel Albert qui, lui, compte résorber le chômage en faisant fabriquer des bougies décoratives... C'est ça qui va employer les centaines de milliers de gens que la grosse industrie va mettre à la porte !

Et en plus, il veut réduire le nombre des fonctionnaires ! Ce brave homme ne se rend pas compte, à l'instar de nos dirigeants patronaux, politiques et syndicaux, qu'ils ne proposent que des replâtrages, alors que lentement, mais sûrement, nous vous enfonçons dans la m...

Il y a tout de même pour lui un grand espoir, s'il est un bon croyant, ce que je crois. C'est que, en vertu de l'ordre divin « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », il aura une place privilégiée au Paradis !

LE ROI EST NU

Très courte constatation pour un fait qui devrait sauter aux yeux des multitudes :

La production agricole et industrielle de masse croît avec parfois une accélération telle que les stocks s'accumulent et que les prix (surtout des matières premières) ont tendances à s'effondrer. On les soutient artificiellement et dans le désordre le plus complet. Parallèlement le chômage s'étend : douze millions de chômeurs aux U.S.A., un emploi pour deux travailleurs en Grande-Bretagne, une quinzaine de millions de sans travail en Europe de l'Ouest et au Japon.

Comment peut-on continuer de soutenir (droite et gauche confondues) que la solution réside dans l'investissement, alors que les décennies passées nous prouvent que celui-ci conduit toujours à la mécanisation, maintenant à la robotisation qui accélère le désengagement humain pour toute production.

S'il n'en était ainsi, pensez-vous qu'il aurait été nécessaire de créer des ressources indépendantes de la loi du marché du travail ? Retraite, pré-retraite, formation payée des jeunes, service militaire demain à 18 mois, après demain à 24 mois, allocations familiales, emplois maintenus sur pressions syndicales, etc ?...

Chaque groupe de « noyés » s'accrochent à la barque de l'Etat en criant : « Et moi ! et moi ! et moi ! »

Que propose-t-on à ces **millions** de chômeurs ? Au mieux des **milliers** d'emplois !

L'économie libérale est morte depuis longtemps. Mais il va falloir rapidement — nécessité vitale — sortir tout à fait du cycle infernal Prix-Salaires-Profits dont le reflet : Serpent monétaire mondial montre qu'il se bloque à tout moment.

Mais il faut d'abord proclamer que le Roi est nu !

Jean RAMET

courrier

... « *Madame,*

Je lis dans votre n° 828 qu'une personne ne veut plus se réabonner à La Grande Relève *parce qu'il lui faut réduire ses frais. « Mais, dit-elle, étant sympathisante communiste, j'ai trop souvent lu des critiques sur le P.C., alors que l'objectif devrait être de réunir les forces de la gauche contre la droite. Sans rancune. »*

Bon ! Laissons à cette brave femme son point de vue. Car justement le P.C. devrait s'emparer des thèses de la G.R. et de Jacques Duboin. L'U.R.S.S. quand elle aura rattrapé son retard dans sa technologie et ne servira plus de béquille au reaganisme, devra opter tôt ou tard pour une économie des besoins ou distributive.

C'est pourquoi je demande à La Grande Relève, *afin d'éviter de blesser la sensiblité des gens de gauche, de prendre pour objectif, dès maintenant, la droite dans son ensemble, puisqu'elle rêve de revanche pour les élections, en lui faisant comprendre qu'elle risque de rendre la situation plus grave si elle prend le pouvoir. C'est pour moi une tactique.*

M. Chirac, qui ne trouve pour lutter contre la délinquance, que le renforcement de la police... si, du jour au lendemain il était sans ressources, ne deviendrait-il pas lui-même délinquant ? Nous avons tous dans ce domaine une responsabilité, et à plus forte raison un homme public.

Je ne connais pas les moyens de propagande de La Grande Relève, *mais il ne faut pas rester en vase clos, là où il y a des élections, être présent dans la mesure de vos possibilités, car quand je lis dans ce n° 828 : « l'économie face au non emploi, mesures en faveur des laissés pour compte, compétivité = chômage + violence ». Cela doit surtout toucher ceux qui se prétendent être responsables de notre destinée ? Les Chirac, Pons, Gaudin, Le Pen, Giscard d'Etaing, Poniatowski, Toubon, etc. Il faut leur faire comprendre que si la gauche a des difficultés, eux trouveront les mêmes.*

R.H., 87140 Nantiat

...« *Pour étendre la vente de la revue du côté des chrétiens, pourquoi ne pas citer cette phrase de l'Evangile : « Vous ne pouvez avoir Dieu et l'argent ». (Mathieu 61241) car le projet de l'économie distributive étant d'enlever à l'argent sa nocivité « le pouvoir de l'argent (3) doit être supprimé. »*

J.G., 69300 Caluire

BULLETIN D'ENVOI à joindre à toute commande en le complétant :

M..... demeurant .....
..... vous adresse par chèque ..... la somme de ..... F se décomposant ainsi

..... F pour abonnement à dater de ..... 19 .....
..... F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».
..... F pour recevoir ... tracts (à 12 F le cent)
..... F pour recevoir ... ex. (à 10 F) du N° spécial « J. Duboin »
..... F pour recevoir ... ex. (à 15 F) du N° spécial « Pour les Femmes »
..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin
..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Les yeux ouverts de J. Duboin
..... F pour recevoir ... ex. (à 79 F) des « affranchis de l'an 2000 de M. L. Duboin

Règlements à l'ordre de **la Grande Relève** par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE

Mme Luck : 100 - A. Plenier : 100 - M. Beaudeau : 25 - Mme Richard : 50 - A. Esselin : 21 - A. Robin : 75 - Trigaud : 100 - Fournier : 100 - Mme P. Lahens : 400 - U. Cernuschi : 15 - Allemand : 25 - R.Behr : 25 - B. Palier : 71 - Mlle Jallot : 25 - M. Couton : 146 - A. Perinet : 450 - R. Coustillac : 25 - C. Desobry : 125 - R. Saillard : 86 - R. Pellerin : 25 -G. Nauroy : 50 - M. Doubre : 55 - R. Marlin : 546 - F. Quillevere : 50 - E. Chauvin : 50 - G. Hardy : 125 - F. Bouchard : 300 - H. Bevancon : 40 - Mme Picourlat : 125 - E. Orliange : 100 -Morilhat : 125 - P. Magre : 25 - J. Lery : 45 - R. Lanchon : 25 - Kobloth-Decroix : 346 - Mlle Villemur : 25 -Mme Luquet : 100 - H. Moncron : 20 -Mme Deiro : 25 - J. Cornelio : 25 - M. Nore : 95 - Mme Nogues : 46 - Mme Sabatie : 25 - G. Richard : 25 - A. Geoffroy : 225 - J. Legros : 35 -Redoute : 25 - P. et M. Buguet : 250 -J.-L. Michel : 25 - L. Verdelhan : 75 -A. Etienne : 71 - J. Gavet : 125 - R. Maureau : 25 - P. Dubal : 225 - Guazava : 125 - A. Nahoum : 125 - R. Roze : 25 - A. Moreau : 50 - Mme Guyot Le Troter : 46 - P. Le Nin : 25 -Mme Fournier : 350 - R. Quicroit : 25 -M. Jourdan : 125 - R. Villegier : 142 -R. Anthomè : 346.
Total : 6 847 F

MERCI A TOUS

résumé de nos thèses

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme. Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agileté de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une minorité : austérité, hausse des prix, stagnation économique étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques Duboin a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE AU DOS)

Ce résumé succint ne permet pas d'entrer dans les détails de thèses élaborées par Jacques DUBOIN, au long d'une vingtaine d'ouvrages aujourd'hui épuisés mais dont une réimpression est commencée. Un numéro spécial de « La Grande Relève » publié en octobre 1978 et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal, 88 bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

l'économie distributive

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI ».

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Le salariat est aboli. Un « **REVENU SOCIAL** » qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier, est ouvert périodiquement à tout individu, de sa naissance à sa mort, en une monnaie non thésaurisable.

La monnaie de consommation

Le pouvoir de l'argent doit être supprimé. Pour cela, la monnaie perd sa valeur dès qu'elle a servi. comme un billet de chemin de fer ; elle n'a pour but que de distribuer équitablement la production, en laissant à chacun sa liberté de choisir.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un **SERVICE SOCIAL** auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire.

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordinateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Débarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveau-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.

LA GRANDE RELEVE, 88, bd Carnot, 78110 LE VESINET - C.C.P. 13402.39 M Paris